

continuellement depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. C'est là la cause de l'inflation.

Si nous sommes en pleine période d'inflation, créée par le gouvernement dont fait partie le ministre d'État, l'honorable député de Davenport (M. Gordon), il crie: Ce sont les créditistes qui vont faire l'inflation! Alors que c'est son gouvernement qui l'a causée et qui continue à l'aggraver.

Y a-t-il de la logique dans la critique de l'honorable député de Davenport? Aucunes, puisqu'il est un des responsables de cette inflation que nous connaissons. Et il voudrait en blâmer les créditistes alors que c'est lui qui l'a causée, l'inflation. Et il dit:

...L'autre danger principal...

Parce qu'il y a deux dangers principaux que l'ancien ministre des Finances voyait dans les théories créditistes.

L'autre danger principal découlant des dépenses excessives à un moment où se produit un accroissement déraisonnable de la masse monétaire réside dans l'effet de cet état de choses sur la balance des paiements.

L'autre danger principal, c'est la balance défavorable des paiements. Eh bien, monsieur le président, ce ne sont pas les créditistes qui sont actuellement au pouvoir et qui appliquent leur théorie au Canada, c'est un gouvernement libéral.

Voyons ce que ce gouvernement-là a donné sur la balance défavorable des paiements de notre pays.

J'ai ici la Revue statistique du Canada, — la dernière édition que nous avons reçue — de février 1967, et à la page 70, nous allons voir quelle est la situation de la balance des paiements, après trois ans sous un régime libéral, dont une partie avec l'ancien ministre des Finances, le ministre d'État actuel, le député de Davenport.

En 1965, au moment où le ministre prononçait ce discours-là, il était en fonction depuis déjà deux ans. Quelle était la balance des paiements du Canada? Était-elle favorable? Non. Défavorable! Et dans quelle mesure? Le Canada affichait alors une balance défavorable de paiements de 1,085 millions, et ce au moment même où l'ancien ministre des Finances nous disait que le Crédit social serait dangereux pour notre balance de paiements.

Est-ce la faute des citoyens canadiens? Non, monsieur le président, parce que si les citoyens canadiens avaient eu leur mot à dire, notre balance de paiements aurait été favorable, car il y a deux systèmes qui entrent en ligne de compte dans cette balance de paiements, c'est-à-dire les comptes de marchandises, importations et exportations, et les comptes des invisibles, notamment les entrées et sorties d'argent.

[M. Grégoire.]

Regardons les comptes de marchandises. Nous avons travaillé assez fort, nous avons produit assez, et nous avons exporté plus que nous avons importé. Si l'on ne regarde que le compte de marchandises, importations et exportations, c'est-à-dire le travail que le peuple a fourni en produisant, en voyant à mettre sur le marché des produits qui ne coûtent pas trop cher, cela représente une balance, un excédent de 118 millions, pour la balance des paiements. Ce n'était donc pas le peuple canadien qui était responsable de la balance défavorable des paiements qui, au total, atteignait la somme de 1,083 millions, puisque dans le simple commerce extérieur, importations et exportations, nous affichions un surplus de 118 millions.

• (6.30 p.m.)

Mais là, on arrive aux comptes des invisibles, les entrées et les sorties de capitaux, parce que nos gouvernements sont obligés d'aller emprunter à New York, à Londres, en Belgique, bref, partout à travers le monde, parce que la Banque du Canada ne remplit pas son rôle, ne tient pas les crédits suffisants pour permettre de développer le pays. Là, on voit qu'on accuse un déficit. On va emprunter ailleurs, on paie des intérêts sur nos emprunts dans les autres pays et l'on arrive à un déficit de 1,201 millions.

Est-ce que c'était un créditiste qui était responsable de cela? Non. Le ministre des Finances était en fonction à ce moment-là. C'est lui qui était responsable de ce déficit dans la balance des paiements, et il avait encore le culot de dire: Si l'on accepte les théories créditistes, cela constituera un grand danger pour notre balance des paiements. Mais le danger était plus grand, à ce moment-là, il était plus qu'existant, car on accusait une balance défavorable de 1,083 millions, au total, et un déficit de 1,201 millions, simplement parce que notre Banque du Canada ne remplissait pas son rôle et qu'on forçait nos municipalités, nos gouvernements provinciaux à aller emprunter sur le marché américain, sur le marché anglais ou parfois à travers le monde.

Monsieur le président, cela prend du culot pour aller blâmer les théories créditistes, des deux gros maux, des deux gros malheurs qui existaient à ce moment-là au Canada et qui existent encore, c'est-à-dire une inflation sans limite et une balance de paiements défavorable sans précédent dans notre histoire.

Et pourtant, l'ancien ministre des Finances, le disait qu'il n'y avait pas de vice et d'erreur dans le système monétaire, que nous connaissons actuellement. Au fait, il disait: Je suis persuadé de la nécessité de manipuler la masse monétaire pour aider l'économie à réa-